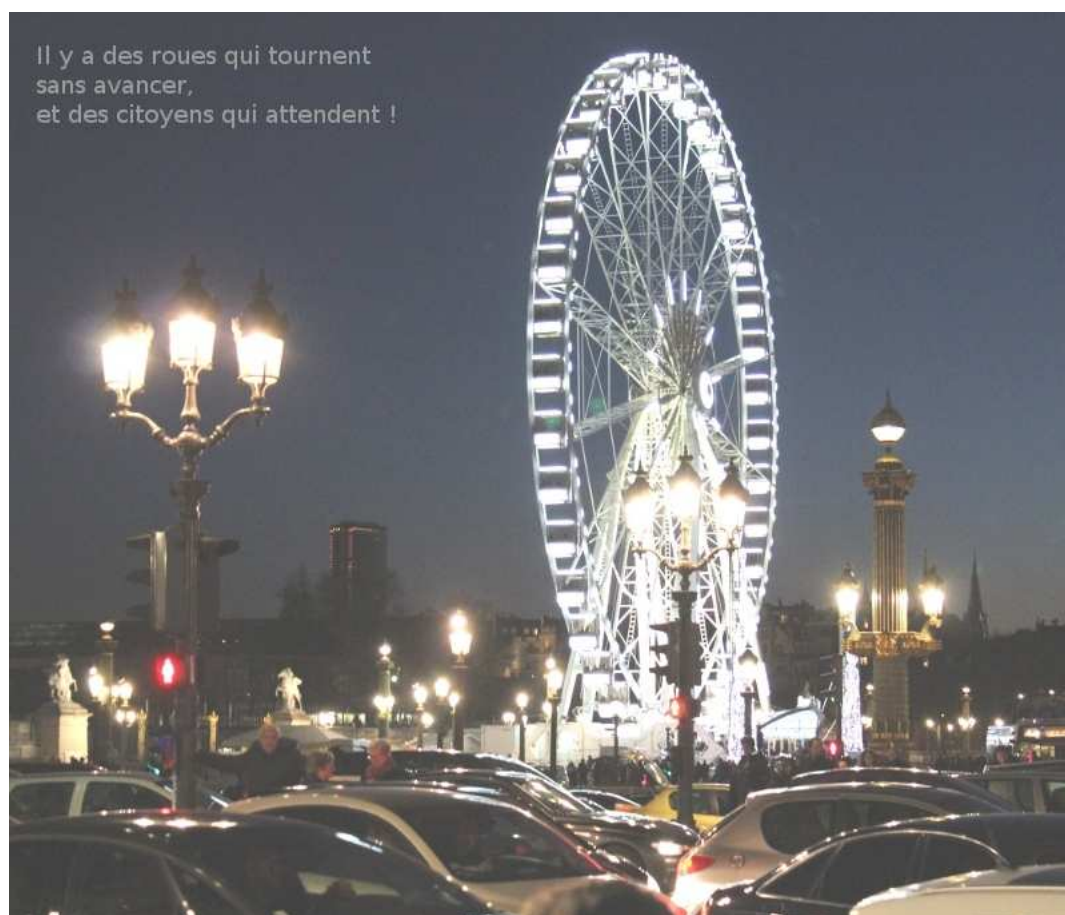




## La lettre des directeurs de CIO

N° 48

janvier 2014



Qu'on cesse de tourner en rond, c'est le

### vœu de l'ANDCIO pour 2014

le vœu que les décideurs expriment une vision claire de la façon dont on pourra amener les élèves et les adultes à acquérir la capacité à s'orienter tout au long de la vie, le vœu que les responsables aux divers niveaux arrêtent une organisation pragmatique des services qui en seront chargés, afin que cesse la maltraitance des personnels, afin que chaque usager puisse trouver un professionnel auprès de qui il puisse exercer son droit au conseil en orientation ; les moyens existent, et sans surcoût pour le contribuable.

### SOMMAIRE

<i>Voeux</i>	<i>p 1</i>
<i>Le mot du président</i>	<i>p 2</i>
<i>Adhérez !</i>	<i>p 2</i>
<i>Succès de la journée d'étude</i>	<i>p 3</i>
<i>Le premier accueil, une expression vide de sens</i>	<i>p 4</i>
<i>Page académique</i>	<i>p 7</i>
<i>Page régionale</i>	<i>p 10</i>
<i>Page historique</i>	<i>p 12</i>

<i>Page culturelle</i>	<i>p 20</i>
<i>Le courrier aux adhérents, le site</i>	<i>p 20</i>
<i>Bulletin d'adhésion 2013-2014</i>	<i>p 21</i>

**L'ANDCIO une association pour  
tous les Directeurs et  
Directrices**

**Visitez son site internet :  
<http://www.andcio.org>**

Directeur de la Publication :  
Yvan Souleliac  
Rédacteur en Chef :  
Zbyslaw Adamus  
[redacteur@andcio.org](mailto:redacteur@andcio.org)  
Comité de Rédaction :  
Conseil d'Administration de  
l'ANDCIO

## Le mot du président

### Avons-nous touché le fond ?

Heureusement, ce fut une bien belle journée d'études qui nous a réunis en décembre, au cours de laquelle la langue de bois ne fut pas de mise, et nos échanges fort instructifs, illustrant notre implication dans des dossiers de plus en plus nombreux et variés.

Mais ça, c'était avant.

Avant d'apprendre que des participants à des groupes de travail, auxquels nous n'avons pas été associés, émettent des conclusions sur les missions des personnels, en s'accrochant à l'idée qu'il n'y a pas de spécificité du métier de directeur(trice) de CIO : pour eux, les DCIO sont des COP qui assurent quelques tâches administratives.

En outre, à l'aube de cette nouvelle année, les seuls éléments tangibles dont nous disposons sur l'évolution de nos services restent malheureusement à l'unisson de l'année précédente : de nouveaux conseils généraux annoncent leur désengagement, des recteurs annoncent des fermetures de CIO, des collègues nouvellement recrutés restent incertains sur leur sort...

Certes, on nous a clairement annoncé en décembre qu'une réflexion en profondeur serait menée en début d'année 2014 sur nos services, nos missions, notre statut, et que l'ANDCIO serait associée à cette réflexion.

Mais pour l'heure, nous sommes à la fois comme sœur Anne et Saint Thomas : ne croyant que ce que nous voyons, c'est-à-dire rien pour l'instant, excepté des déclarations consternantes à l'issue de groupes de travail.

C'est la raison pour laquelle nous allons réunir le 13 février les correspondants académiques qui pourront se déplacer à Paris, pour faire un tour d'horizon afin de voir autre chose que la route qui poudroie : débattre des conditions locales de la mise en place du SPRO, du rôle du DCIO dans cette mise en place, émettre des propositions.

Au vu des nombreux contacts que nous avons eus, nous espérons vraiment que la spécificité du métier de DCIO soit enfin reconnue. Le changement était en route, nous disait-on. Si l'on en croit les déclarations de certains, sur ce point, nous sommes fixés....

L'année 2013 fut difficile, l'année 2014 démarre mal ! Croyez bien que cela n'entame ni notre détermination, ni notre combativité face à un système qui continue de nous régir, alors qu'il est à bout de souffle, absurde, obsolète.

Les échanges lors de notre journée d'études ont tellement montré nos capacités à innover, à proposer, à développer des partenariats, que je reste au fond optimiste sur l'avenir. Cela me permet de vous souhaiter sincèrement une excellente année 2014, avec retard (mais l'actualité nous a obligé à différer la parution de cette lettre), et en espérant qu'elle soit (enfin) l'année du changement ...

Bien cordialement,

Yvan SOULELIAC  
Président de l'ANDCIO

***Les enjeux n'ont jamais été aussi importants.***

***Vous avez besoin d'une association encore plus forte, et nous avons besoin de votre soutien.***

***Pour une représentativité accrue, adhérez et faites adhérer à l'ANDCIO.***

Seuls les adhérents reçoivent « le courrier des DCIO » et ont accès à l'espace réservé du site.

## Succès de notre dernière journée d'étude



L'amphi de l'INETOP était presque comble ce 6 décembre 2013.

Cinquante adhérents, rejoints par une vingtaine de non adhérents (ils étaient onze l'an dernier), sont venus participer, écouter les intervenants, voir ce qu'une association professionnelle peut proposer et obtenir, et surtout montrer leur attachement au « métier de DCIO » qui était le thème de cette année.

Les intervenants étaient M. Jean-Pierre BELLIER, Inspecteur Général, M. François BONNEAU, président de la région Centre, M. Jérôme BURGUIERE, directeur d'Aquitaine Cap Métiers et M. Henri VERNERET, directeur des CIO de Saint-Etienne et de Firminy et président de l'association académique des DCIO en Rhône Alpes (ADCIORA).



*Jean-Pierre BELLIER, Yvan SOULELIAC*



*Jérôme BURGUIERE, François BONNEAU, Henri VERNERET*

Découvrez les échos de la journée sur notre site : <http://www.andcio.org/Echos-de-la-journee-d-etude-du-6> .



## « LE PREMIER ACCUEIL » : une expression vide de sens

Quatre ans déjà, et le service public de l'orientation tout au long de la vie défini par la *LOI du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie* n'est toujours pas opérationnel ; les raisons de cet échec sont multiples et gagnent à être analysées ; notre pays n'a pas les moyens de se lancer dans un nouveau projet qui réunirait à nouveau plus de conditions d'échec que de conditions de réussite.

### **Avant moi le déluge !**

Cette adaptation d'un propos prêté à Louis XV, illustre le fait que, souvent, les décideurs pensent que ce qu'ils ne connaissent pas n'existe pas, et créent de toutes pièces des dispositifs imparfaits fonctionnant moins bien que ceux qu'ils veulent remplacer.

Un des éléments qui ont été soulignés par les inspecteurs généraux dans le *rapport sur le SPO (2013)*, c'est, nous ont-ils dit, que « la loi a ignoré la loi », c'est-à-dire que la loi de 2009 a ignoré les dispositifs créés antérieurement par la loi (*ie les lois antérieures*) ; il s'agit principalement du trio CIO, Missions locales, Pôle emploi.

Un autre élément mentionné par la loi de 2009 était le concept de « lieu unique » qui a généré des problèmes existentiels chez nombre de professionnels dévoués et compétents et/mais attachés à leur identité, et faisant du mieux qu'ils pouvaient avec les moyens du bord. Il est utile ici de rappeler que pour les CIO, les crédits de fonctionnement représentent un ratio de 5 % par rapport aux salaires (contre 25 % dans d'autres structures comparables), qu'il y a 1750 contractuels (à raison de 50 places par an au concours il faudra 35 ans pour les résorber) et que dans un CIO sur 6, il y a plus de contractuels que de titulaires, et que dans ces conditions et sans statut, il ne serait pas simple de trouver une place institutionnelle dans le contexte proposé.

Au lieu de rassurer et conforter les personnels, il a été fait état de 8 000 structures d'accueil, en sous entendant, et même en le disant que c'était trop, même si certaines ont peu à voir avec l'orientation, et que rogner les ailes aux trois principales ne leur ferait pas de tort, comme s'il n'était pas permis d'avoir quelque envergure à des dispositifs dédiés à 15 000 000 d'élèves, à 3 300 000 de demandeurs d'emploi de catégorie A et à plusieurs centaines de milliers de jeunes sans solution...

### **Sans dispositifs fléchés, les SDF de l'orientation**

Un des arguments pour tout chambouler était l'errance supposée du public entre toutes ces structures ; ce jugement d'autorité ne repose sur aucune évaluation. La quasi-totalité des élèves sait ce qu'est un CIO, les chercheurs d'emploi savent ce qu'est Pôle emploi, et depuis qu'on a intercalé un parcours d'insertion entre le parcours de formation et le parcours professionnel, les jeunes à la recherche d'une insertion (et même certains élèves qui troqueraient bien leurs études contre un stage rémunéré) connaissent l'adresse de la Mission locale la plus proche.

Le porte à porte n'est que le fruit de la déshérence de l'emploi : on n'hérite plus du métier de ses parents. Et l'accès au premier emploi est bien devenu un parcours du combattant.

Maintenant, si on se place dans une perspective d'orientation tout au long de la vie, ce sont aujourd'hui les salariés qui sont les plus mal chaussés, car ils n'ont pas, comme les trois catégories précédentes de dispositif fléché, à l'exception du bilan de compétences ; mais cette prestation est peu accessible et peu connue des salariés et des petites entreprises. Il est utile ici de rappeler que la moitié des CIO participent, via les GRETA, à l'activité des centres interinstitutionnels de bilans de compétences (CIBC), et, selon les conventions, certains sont points relais conseil (PRC) pour informer les demandeurs sur la validation des acquis de l'expérience (VAE).

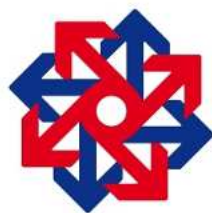
### **Label si tu voulais...**

Près de deux ans après la loi de 2009, un décret et un arrêté de mai 2011 définissent un cahier des charges pour obtenir un label ; si les CIO remplissent au moins 22 des 23 critères<sup>(1)</sup>, il n'en est pas de même pour tous les prétendants ; on a assisté à des manœuvres de séduction de certains réseaux pour obtenir une labellisation nationale, alors qu'il a toujours été affirmé que la labellisation serait accordée localement.

Les critères portaient d'une part sur les services (accueil individualisé et premier conseil ; information exhaustive et objective ; conseil personnalisé), d'autre part sur les conditions d'accueil en référence à l'ancienne « charte Marianne ». Pour ce qui est des critères d'organisation, de pilotage et de management des organismes, il est difficile pour un organisme de les remplir seul, et pour un groupe d'organismes de les remplir sachant qu'ils devaient fournir à l'ensemble une partie de leurs moyens et qu'aucun crédit n'était ni prévu ni budgété pour ce SPO.

Actuellement, il y a des groupes de partenaires « labellisés » dans environ 40 % des bassins.

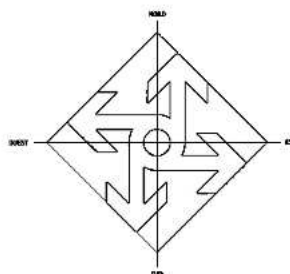
Le 25 juillet 2011 est publié un arrêté décrivant un logotype assorti d'un cours de dessin.



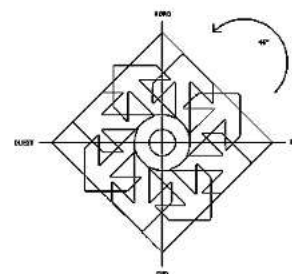
## ORIENTATION POUR TOUS

Pôle information et orientation  
sur les formations et les métiers

DESSIN TECHNIQUE:



position par rapport aux points cardinaux



rotation & dédoublement

<sup>(1)</sup> La proportion de CIO pouvant remplir le critère d'accessibilité est peu différente de celle de l'ensemble des services publics de France et de Navarre.

### Que diable l'ANDCIO allait-elle faire dans cette galère ?

Pratiquer la politique de la chaise vide expose au risque de la voir supprimée pour raisons d'économie ; par ailleurs, l'ANDCIO est une force de proposition, et au-delà même de notre association, les DCIO n'ont pas souhaité s'enfermer dans le « scolaro-scolaire », d'autant que de longue date, des partenariats locaux préexistaient dans la plupart des bassins.

En fait, l'ANDCIO a commencé à ramer dans le sens d'une vision systémique dès la publication fin 2008 de la *Résolution du Conseil européen sur "Mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie"* ; ce texte comporte un axe qualité, et sur ce champ, les CIO ont des atouts à faire valoir.

Ce thème a fait l'objet d'un dossier complet paru dans le courrier aux adhérents d'avril 2010, dans une lettre aux DCIO en septembre, et a été un point de l'ordre du jour de l'Assemblée des correspondants académiques de l'ANDCIO en octobre 2010.

Depuis, nous avons exercé notre vigilance à chaque étape de ce long processus qui se poursuit encore sur sa lancée et au terme duquel les projets de textes prévoient ...une alternative :



« Sur le fondement de normes de qualité élaborées par la région à partir d'un cahier des charges qu'elle arrête, peuvent être reconnus comme participant au service public de l'orientation tout au long de la vie les organismes qui proposent à toute personne un ensemble de services... ».

« Il convient de distinguer deux grandes familles de « participants » :

- d'une part, ceux sur lesquels l'État s'appuie pour définir la politique d'orientation scolaire et universitaire, à savoir la communauté éducative (chef d'établissement, professeur principal, services académiques, notamment l'inspecteur de l'éducation nationale en charge de l'orientation, etc.) et les organismes d'orientation qui dépendent du ministère de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur (les centres d'information et d'orientation et les services universitaires d'information et d'orientation – CIO et SUIO) ;
- d'autre part, les organismes d'orientation dont l'action est coordonnée par la région. Selon les précisions apportées par les services du ministère du travail, ce sont ceux qui, « à l'exclusion des organismes relevant du ministère de l'éducation », répondent aux normes de qualité du service public régional de l'orientation élaborées par la région et n'exercent pas, afin de prévenir tout conflit d'intérêt, une activité de formation. »

C'est-à-dire soit 25 démarches qualité, soit 25 démarches qualité sauf pour les services de l'Etat, ce sera en tous cas l'occasion pour l'ANDCIO d'actualiser et de republier son dossier.

## La course à l'échalote

S'occuper de l'orientation, notamment des jeunes est socialement valorisant, ce qui est paradoxal quand on énumère toutes les critiques qui pleuvent sur les services dédiés à cette activité.

Ceci a généré un certain activisme pour espérer pouvoir arborer le tourniquet sur sa porte d'entrée, et être le premier à accueillir le jeune, ...et l'orienter vers un autre service, conformément aux préconisations de l'arrêté :

« 4. Le conseiller donne à l'utilisateur un premier conseil portant sur les modalités de sa recherche d'information. Il lui indique notamment, si besoin est, l'organisme qui pourra, sur le même site géographique, lui présenter l'information exhaustive et objective correspondant à sa recherche et lui fournir un conseil personnalisé. Avec l'accord de l'utilisateur, il organise un rendez-vous auprès de cet organisme. »

Les professionnels du conseil en orientation que nous sommes sont plus modestes : notre ambition est d'être au pire l'avant-dernier : soit nous rendons le service, alors nous sommes les derniers, soit nous renvoyons, **mais à coup sûr**, vers le bon service, et nous sommes alors avant-derniers...

La dissociation et la segmentation de l'accueil, du « conseil sur les modalités d'une recherche d'information » qui allait, si besoin était, s'effectuer ailleurs ont surpris les personnels des CIO, où l'accueil est généralement assuré par une personne qualifiée pour mener la prise en charge jusqu'au « conseil personnalisé », quels que soient les demandeurs, élèves et autres usagers, établissements, institutions et partenaires. Pour d'autres structures, le premier degré a constitué un objectif à atteindre ; en effet, tous les organismes accueillant un public en recherche de formation n'ont pas mission de le prendre en charge sous l'angle de l'orientation ; chaque structure a sa raison d'être, son professionnalisme ; et sur le principe de la complémentarité des missions, des collaborations existaient dans les territoires sous forme de prises en charge conjointes.



La focalisation sur l'orientation a nécessité, pour n'exclure personne, de créer les concepts de premier cercle et de deuxième cercle ; des régions où existait une charte « AIO » (accueil, information, orientation) n'ont pas réussi à faire rentrer tout le monde dans le moule de la labellisation (Services pénitentiaires d'insertion et de probation, services Défense Mobilité, Centres d'information sur les droits des Femmes et des Familles...).

Ceci dit, une meilleure connaissance mutuelle est à mettre à l'actif de toute cette effervescence.

## De l'anatomie à la physiologie

Il faut d'abord noter un glissement dans les termes : l'accueil individualisé et le premier conseil (en recherche d'information) sont devenus « premier accueil ».

Lors de la conférence régionale de l'orientation en Champagne-Ardenne de juin 2013, dont le thème était le SPO, j'ai rappelé que du point de vue de l'ANDCIO, l'orientation s'organisait en deux pôles, le premier est l'information, qui combine elle-même deux éléments : la mise à disposition de l'information par les diverses sources et l'appropriation de cette information par l'individu, ce qui relève d'une démarche éducative ; le second pôle est le conseil, au sens de « tenir conseil », d'où émerge la prise de décision. La responsable de la mise en place du SPO d'une des régions représentées a indiqué que son objectif était l'accueil et l'information exhaustive, que l'accompagnement à l'information et le développement de l'autonomie nécessiteraient une logistique plus lourde et que le conseil personnalisé n'a été mis en place dans aucune région. Un autre intervenant a signalé que dans sa zone on allait mettre en place une formation des « premiers accueillants » (sic).

Pourtant, dans la plupart des zones actuellement labellisées, le réseau ne compte souvent que 3 à 6 structures, déjà impliquées dans l'AIO et dont plusieurs possèdent les compétences aux trois niveaux.

Mais si un élève de 1<sup>ère</sup> entre dans l'une des autres pour se renseigner sur les concours administratifs, et qu'un premier accueillant zélé équipé de l'information exhaustive et objective lui fait une réponse au premier degré, il risque de provoquer une déscolarisation ; en fait, les élèves de ce niveau traversent quelquefois une période de découragement, et viennent se faire remonter le moral pour finir l'année scolaire et entrer en terminale. Quel que soit le public, derrière la question introductive, il y a une demande, un besoin : souvent de se libérer d'un peu d'anxiété, parfois d'exprimer une souffrance.

L'anatomie décrit les organes, la physiologie explique leur fonctionnement, en interaction entre eux et avec l'environnement. Ceci gagnerait à être pris en compte, surtout si l'on associe *service public de l'orientation tout au long de la vie et lutte contre le décrochage*, comme dans le *projet de loi relatif à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale* actuellement en discussion.

La première prestation n'est pas l'accueil, mais l'analyse ; et s'il y a problème, c'est d'abord aider l'individu à en écrire l'énoncé, à se poser les questions, pour déterminer celui qui pourra l'accompagner vers une solution.

## **Des nouvelles de l'île de Bourbon, avant le récent cyclone tropical**

*de notre correspondante académique, Saadia AIT-ABED, directrice du CIO de Saint-Benoît, vice  
présidente de l'ANDCIO*

### **Lettre de la Réunion**



Que dire de ce département ? Mes impressions après une année et 4 mois de fonctionnement de DCIO !

Un département contrasté de par ses paysages, sa population.

Une population diversifiée qui s'explique par l'histoire de La Réunion.

De la diversité aussi au niveau du paysage : montagne, mer.

Au niveau du temps également : vers l'Est plus de vent et de pluie et à l'Ouest et dans le Sud : un temps plus sec ! Le Nord est entre les deux mais bénéficie quand même d'un temps plus clément. Ce qui apporte une variété des paysages (de la verdure d'un côté avec des rivières, et de l'autre plus d'aridité !)

Le département de la Réunion comprend 24 communes sur 4 arrondissements.

5 CIO d'état avec 3 annexes. En 2011, il y a un CIO qui est devenu annexe d'un CIO.

5 DCIO et 1 DCIO adjoint au CSAIO. 80 COP au total dont 53 COP titulaires et 27 COP contractuels. Des CIO qui ont souvent des équipes importantes (le plus petit CIO sans compter l'annexe comprend 9 COP).

De manière générale sur l'état des CIO : un budget qui diminue chaque année de 25%.

Des frais de déplacement limités puisqu'on nous impose l'application du décret de 2006 à savoir que les déplacements des communes hors résidence administrative et/ou résidentielle ne sont plus remboursés y compris les communes proches des communes de résidences administrative et privée.

Mais la topographie des lieux fait que l'étendue peut être assez importante (au-delà de 10km).

### **Sur le plan éducatif :**

#### Chiffres-clés de l'académie

#### **653 établissements scolaires rentrée 2013-2014**

- 523 écoles (dont 26 privées sous contrat)
- 83 collèges (dont 6 privés sous contrat)
- 32 lycées d'enseignement général et technologique et polyvalents (dont 3 privés sous contrat)
- 15 lycées professionnels (dont 2 privés sous contrat)

#### **238 780 élèves de la maternelle à l'université (prévisions 2013-2014)**

#### **1er degré : 119 000**

- 43 260 en maternelle
- 75 740 en élémentaire

## **2nd degré : 100 800**

- 61 380 en collège et SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté)
- 23 600 en lycée d'enseignement général et technologique
- 15 820 en lycée professionnel

## **Etudiants : 18 300**

- 4 020 en post-bac de lycée
- 112 200 à l'université, en IUT et à l'IUFM
- 2 080 autres étudiants

Des résultats aux examens (session de juin 2013) :

## **Diplôme national du brevet : 81,8%**

- série collège : 82%
- série professionnelle : 80,8%

## **CAP et BEP : 78,2%**

- certificat d'aptitude professionnelle : 79,7%
- brevet d'études professionnelles : 76,4%

## **Baccalauréat (hors agriculture) : 84%**

## **Bac général : 90,9%**

- littéraire : 88,5%
- scientifique : 92,2%
- économique et social : 90,3%

## **Bac technologique (hors agriculture) : 86,8%**

- hôtellerie : 95%
- sciences et technologie de la santé et du social (ST2S) : 85,1%
- sciences et technologies industrielles et du développement durable (STI2D) : 91,2%
- sciences et technologies du design et des arts appliqués (STD2A) : 100%
- sciences et technologies de gestion (STG) : 85,5%
- sciences et technologies de laboratoire (STL) : 85,5%

## **Bac professionnel : 71,8%**

- production : 72,5%
- services : 71,1%

En ce qui concerne le bassin Est (qui est mon secteur d'intervention) :

15 collèges publics (2 privés) ; 2 LP ; 3 LEGT ; 4 lycées polyvalents ; 1 lycée privé.

5 collèges sur les 15 sont catégorisés ECLAIR.

Au niveau de l'enseignement supérieur sont représentés dans ce bassin des BTS, une classe préparatoire (1<sup>ère</sup> année en 2013/2014), l'IRTS (la seule de toute la Réunion).

Ce qui représente une population de 18 253 élèves dans le secondaire et 453 élèves dans le supérieur.

Ce bassin Est est le plus en difficulté par rapport aux autres bassins : sur le plan socio-économique et scolaire.

Mais les résultats aux examens et de passage en voie générale et technologique ne sont pas médiocres. Cela est le fruit d'un travail dynamique mené par les différents partenaires : chefs EPLE, équipes pédagogiques et éducatives.

Dans ce bassin un travail important est à mener pour développer l'ambition des familles. En effet l'intérêt pour les études courtes domine.



La Région mise beaucoup pour favoriser la mobilité (des aides pour aller en Métropole ou à l'étranger). En effet celle-ci est consciente qu'il faut miser sur l'éducation face à une démographie galopante et à des difficultés d'insertion importantes dans l'île.

La Région fait aussi le choix d'inscrire ce département dans la zone Océan Indien tout en maintenant son lien avec la Métropole. Donc une identité double : européen et aussi appartenant aux pays limitrophes : Ile Maurice, Madagascar, Seychelles. Et aussi Les Comores.

Une coopération économique et éducative est développée entre la Réunion et les pays voisins. La Réunion apporte ses compétences dans ces deux domaines notamment sur le plan touristique. Dans le domaine éducatif des échanges sont effectués pour transmettre le savoir-faire.

Sur le plan économique, le département se donne des atouts pour développer deux grands chantiers :

Le tourisme et notamment le service hôtelier qui demande à être développé.

Le gros œuvre au niveau de la construction de logement mais aussi des axes routiers.

Par rapport à la semaine des 4 jours et demi (qui doit se généraliser l'an prochain) : sur les 24 communes, 4 communes ont décidé de l'appliquer cette année dont 2 dans l'Est !

Pour l'orientation, la cité des métiers a été inaugurée le 31 octobre 2013 dans le Sud de l'île (à Saint-Pierre) ; des extensions sont prévues dans le reste de l'île.

Il est prévu sans que cela soit discuté directement avec les DCIO que la mise en place des SPRO serait effective à la rentrée 2014.

Le travail en partenariat dans le Bassin Est est très ancré. En effet des rencontres mensuelles avec les missions locales, Pôle Emploi, les CFA, AFRAP, CCI et CIO sont effectives.

Nous attendons des réponses sur l'avenir de nos services voire de nos missions !



*à 3070 mètres, le piton des Neiges est le point culminant de La Réunion*

## L'exemple breton

*de notre correspondante académique, Isabelle TOUSSAINT-AYMERICH, directrice du CIO de Brest*



C'est à partir d'apports de collègues dans la salle, lors de la journée d'étude du 6 décembre dernier, que je suis intervenue notamment sur le thème du financement des CIO, sur l'écueil possible pour le DCIO d'être tiré à hue et à dia entre le rectorat et la région, et le travail partenarial sur les territoires qu'engendrent la mise en place du SPO et les plateformes.

Je commence par le 3<sup>ème</sup> point. En Bretagne, le réseau Maison de la Formation professionnelle (MFP) est en place et opérant depuis 2007 sur l'ensemble des pays de la région. C'est un réseau virtuel qui vise à mobiliser les structures AIOA sur un premier accueil partagé pour être au plus près des besoins d'information de la population. Ce projet a nécessité de multiplier les occasions d'interconnaissances entre les structures et d'action de formation des professionnels accueillant dans les structures sur la connaissance des structures pour relayer les personnes de façon efficace à partir d'une première analyse de la demande. Des ressources ont été mises à disposition pour aider les structures à disposer de l'information minimale requise pour assurer un premier accueil de qualité (site d'information, intranet, kit, rencontres entre structures...) le tout coordonné dans chaque territoire par le délégué territorial. Au niveau local, des structures (associations, point accueil...) sont intégrés dans la MFP mais pas au niveau régional.

Cela fait 7 ans maintenant, cela est plutôt satisfaisant. Des actions spécifiques, des rencontres interstructures sont toujours organisées. Des comités de liaisons donnent un caractère consultatif et institutionnel à ce dispositif : programmation des animations, point info... et rassemblent au niveau de chaque territoire les têtes de réseaux et sont animés par le délégué territorial.

**Octobre 2013** : lancement de l'expérimentation du SPRO. C'est une étape supplémentaire par rapport à la MFP dont elle constitue le socle. Les structures composant le SPRO : CIO, Fongecif, Mission Locale, Pôle Emploi, SUIOIP, CRIJ. Parmi les axes de travail, il en est un qui consiste pour la région à identifier les niveaux de services que le SPRO est en capacité de rendre à la population et ensuite de positionner les structures par rapport à un ou plusieurs niveau de services.

Ces niveaux de service sont :

- 1) médiation de l'information,
- 2) conseil,
- 3) accompagnement.

Un groupe de travail a été mis en place pour définir le conseil animé par des consultants de cabinet privé et coordonné par la région. Il rassemblait des praticiens : COP, conseillers ML, Psycho du travail Pôle Emploi ; animateur CRIJ, conseillers Fongecif, conseillers SUIOIP (3 réunions sur 1 an). Il devait aboutir à une description de l'activité de conseil, les compétences requises, finalités, éthique...

Le travail a été présenté lors d'un séminaire rassemblant des directeurs de structures des 4 départements bretons ainsi que les participants au groupe de travail. Les réactions ont été très contrastées. Les praticiens qui ont participé au groupe de travail ont témoigné de leur grande satisfaction de cette expérience pour les échanges, la mutualisation, l'interconnaissance...

Quoique pour certains, l'animation fut ressentie quelque peu directive, pour d'autres c'était cadrant. Au niveau des directeurs de structures, diverses réactions : approbation par quelques partenaires et désapprobation par les directeurs de CIO. Pourquoi ? Sans remettre en question l'implication du groupe de travail pour construire une définition commune du conseil, il s'avère qu'à chercher le consensus, la définition en devient très prescriptive et pour le coup très commune. Cela a beaucoup discuté dans ce séminaire, par moment le ton a monté.

Pourquoi je parle de cela ? Tant que l'on parle du 1<sup>er</sup> accueil, on parle de ce qui peut relier les structures, de ce qui peut se partager de ce qui peut être mis en commun. Lorsqu'on passe aux prestations, on est sur ce qui nous distingue, ce qui nous différencie, sur les expertises, les cœurs de métiers. On ne pourra pas faire l'économie de quelques confrontations et ce sera salubre.

Je pense que les directeurs de CIO et les CIO sont les plus proches du concept OTLV que défendent les SPRO. Il s'agit pour nous d'être rigoureux sur le plan théorique et de la posture (de conseil – technique-pour le coup) auprès de la région pour être partie prenante à l'édification d'un service d'orientation dans lequel on se retrouve au niveau des valeurs, des qualités, de son organisation....

Pour sortir de cette ornière, nous avons proposé (au titre d'une rencontre de l'AADCIO à la demande de la région) de privilégier une autre méthode qui favorise la spécificité des expertises. Il s'agirait de confier le travail de définition des services aux structures les plus enclines par rapport aux 3 services : Conseil (CIO-Fongécif), Accompagnement (Mission Locale – Pôle emploi) ; médiation de l'information (DRONISEP-CRIJ-GREF). Chaque groupe de travail définirait le niveau de service avec les besoins en Formation Continue nécessaires. Si la région souhaite organiser des complémentarités entre les structures, il est nécessaire que soient renforcées leurs différences pour coopérer sur des actions particulières, avec des publics spécifiques selon les besoins d'un territoire.

Ne serait-il pas opportun de créer au niveau de l'ANDCIO un groupe de travail de DCIO des régions engagées dans l'expérimentation SPRO ? *[ndlr : c'est un des points de l'ordre du jour de la prochaine assemblée des correspondants académiques le 13 février prochain]*

Ce qui est attendu du SPRO en Bretagne est qu'il consolide le rôle d'interface, le rôle pivot du CIO entre orientation initiale et orientation continue. Nous attendons de la convention qu'elle permette aux CIO et aux DCIO de décliner, d'articuler au sein de leur territoire les enjeux académiques et régionaux de l'orientation. Cela aura à passer par une évolution du statut des CIO et des directeurs avec une autonomie de marge de manœuvre et d'initiative pour être en mesure d'agir à la fois en application du projet académique et aussi d'agir de façon plus pragmatique en repérant et saisissant les opportunités permettant d'aller dans le sens désiré, voire de les susciter en créant ou renforçant les interactions entre parties prenantes et partenaires d'un réseau hétérogène sans forcément de plans d'action longuement définis antérieurement « le but est dans le chemin » (cf. François Jullien).

Un autre axe d'expérimentation est le financement tripartite des CIO Etat-Région-départements pour faire face aux désengagements des départements et de stabiliser le réseau des CIO (de proximité).

Isabelle TOUSSAINT-AYMERICH vient d'être sollicitée pour faire fonction d'IEN-IO\* ; elle reste des nôtres mais cède sa casquette de correspondante académique à Alain TOURBOT, directeur du CIO de Saint-Brieuc.

La liste complète et mise à jour des correspondants académiques paraîtra dans notre prochaine lettre ainsi que sur notre site.

\* IEN-IO : inspecteur de l'éducation nationale chargé de l'information et de l'orientation

## CONTRIBUTION AU FUTUR SOCLE COMMUN



*Peu de manifestations ont commémoré en 2013 le 270ème anniversaire de sa naissance ; peu sont annoncées en 2014 pour le 220ème anniversaire de la mort, au plus fort de la Terreur, de Marie-Jean-Antoine-Nicolas Caritat, marquis de Condorcet (1743-1794). L'ANDCIO a souhaité rappeler à notre souvenir ses propositions, dont certaines restent d'actualité.*

*Ce sont celles qu'il a exprimées dans son*

### **Rapport et projet de décret relatifs à l'organisation générale de l'instruction publique**

*présenté à l'Assemblée législative les 20 et 21 avril 1792.*

*Nous en reproduisons ici des extraits ; le texte complet est consultable sur le site de l'Assemblée nationale, <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/7ed.asp> à la rubrique « éloquence » ; mais la densité du propos montre qu'il s'agit plus que d'un simple exercice de style.*

*statue de Jacques PERRIN (1894), quai de Conti, Paris 6<sup>ème</sup>*

*Pour une bonne lecture : les « ; » ponctuent un développement, plus fort qu'une simple « , », mais sans couper la phrase. Le mot « art » a le sens de « technique ».*

<p>Messieurs,</p> <p>Offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs ; assurer à chacun d'eux la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales auxquelles il a droit d'être appelé, de développer toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature, et par là, établir entre les citoyens une égalité de fait, et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi ; tel doit être le premier but d'une instruction nationale ; et, sous ce point de vue, elle est pour la puissance publique un devoir de justice. [...] qu'un plus grand nombre d'hommes deviennent capables de bien remplir les fonctions nécessaires à la société, et que les progrès toujours croissants des lumières ouvrent une source inépuisable de secours dans nos besoins, de remèdes dans nos maux, de moyens de bonheur individuel et de prospérité commune ; cultiver enfin, dans chaque génération, les facultés physiques, intellectuelles et morales, et, par là, contribuer à ce perfectionnement général et graduel de l'espèce humaine, dernier but vers lequel toute institution sociale doit être dirigée : tel doit être l'objet de l'instruction ; et c'est pour la puissance publique un devoir imposé par l'intérêt commun de la société, par celui de l'humanité entière.</p>	
<p>Mais en considérant sous ce double point de vue la tâche immense qui nous a été imposée, nous avons senti, dès nos premiers pas, qu'il existait une portion du système général de l'instruction qu'il était possible d'en détacher, sans nuire à l'ensemble, et qu'il était nécessaire d'en séparer, pour accélérer la réalisation du nouveau système : c'est la distribution et l'organisation générale des établissements d'enseignement public.</p>	
<p>En effet, quelles que soient les opinions sur l'étendue précise de chaque degré d'instruction ; sur la manière d'enseigner ; sur le plus ou moins d'autorité conservée aux parents ou cédée aux maîtres ; sur la réunion des élèves dans des pensionnats établis par l'autorité publique ; sur les moyens d'unir à l'instruction proprement dite le développement des facultés physiques et morales, l'organisation peut être la même ; et, d'un autre côté, la nécessité de désigner les lieux d'établissements, de faire composer les livres élémentaires, longtemps avant que ces établissements puissent être mis en activité, obligeaient à préciser la décision de la loi sur cette portion du travail qui nous est confié.</p>	<p><i>Voir plus loin : manuels scolaires</i></p>
<p>Nous avons pensé que, dans ce plan d'organisation générale, notre premier soin devait être de rendre, d'un côté, l'éducation aussi égale, aussi universelle ; de l'autre, aussi complète que les circonstances pouvaient le permettre, qu'il fallait donner à tous également l'instruction qu'il est possible d'étendre sur tous ; mais ne refuser à aucune portion de citoyens l'instruction plus élevée, qu'il est impossible de faire partager à la masse entière des individus ; établir l'une, parce qu'elle est utile à ceux qui la reçoivent ; et l'autre, parce qu'elle l'est à ceux même qui ne la reçoivent pas. La première condition de toute instruction étant de n'enseigner que des vérités, les établissements que la puissance publique y consacre doivent être aussi indépendants qu'il est possible de toute autorité politique ; et comme, néanmoins, cette indépendance ne peut être absolue, il résulte du même principe, qu'il faut ne les rendre dépendants que de l'Assemblée des représentants du peuple, parce que, de tous les pouvoirs, il est le moins corruptible, le plus éloigné d'être entraîné par des intérêts particuliers, le plus soumis à l'influence de l'opinion générale des hommes éclairés, et surtout parce qu'étant celui de qui émanent essentiellement tous les changements, il est dès lors le moins ennemi du progrès des lumières, le moins opposé aux améliorations que ce progrès doit amener. Nous avons observé, enfin, que l'instruction ne devait pas abandonner les individus au moment où ils sortent des écoles ; qu'elle devait embrasser tous les âges ; qu'il n'y en avait aucun où il ne fût utile et possible d'apprendre, et que cette seconde instruction est d'autant plus nécessaire, que celle de l'enfance a été resserrée dans des bornes plus étroites. C'est là même une des causes de l'ignorance où les classes pauvres de la société sont aujourd'hui plongées ; la possibilité de recevoir une première instruction leur manquait encore moins que celle d'en conserver les avantages.</p>	



<p>Nous n'avons pas voulu qu'un seul homme dans l'Empire pût dire désormais : la loi m'assurait une entière égalité de droits, mais on me refuse les moyens de les connaître. Je ne dois dépendre que de la loi, mais mon ignorance me rend dépendant de tout ce qui m'entoure. On m'a bien appris dans mon enfance que j'avais besoin de savoir ; mais forcé de travailler pour vivre, ces premières notions se sont bientôt effacées ; et il ne m'en reste que la douleur de sentir, dans mon ignorance, non la volonté de la nature, mais l'injustice de la société.</p> <p>[...]</p>	<p><i>Voir plus loin : CSEP</i></p>
<p>Nous avons cru que la puissance publique devait dire aux citoyens pauvres : la fortune de vos parents n'a pu vous procurer que les connaissances les plus indispensables ; mais on vous assure des moyens faciles de les conserver et de les étendre. Si la nature vous a donné des talents, vous pouvez les développer, et ils ne seront perdus ni pour vous, ni pour la patrie.</p>	<p>Aujourd'hui encore non seulement des écarts de performance dus à l'origine sociale existent, mais ils s'aggravent (cf la dernière évaluation PISA)</p>
<p>Ainsi, l'instruction doit être universelle, c'est à dire s'étendre à tous les citoyens. Elle doit être répartie avec toute l'égalité que permettent les limites nécessaires de la dépense, la distribution des hommes sur le territoire, et le temps, plus ou moins long, que les enfants peuvent y consacrer. Elle doit, dans ses divers degrés, embrasser le système tout entier des connaissances humaines, et assurer aux hommes, dans tous les âges de la vie, la facilité de conserver leurs connaissances et d'en acquérir de nouvelles.</p> <p>[...]</p>	
<p>Nous avons distingué <b>cinq degrés d'instruction</b> sous le nom : 1° d'écoles primaires, 2° d'écoles secondaires, 3° d'instituts, 4° de lycées, 5° de société nationale des sciences et des arts.</p>	<p>Ce qui correspond à la gradation : 1 écoles, 2 collèges, 3 (instituts=) lycées, 4 (lycées=) enseignements supérieurs, 5 sociétés savantes</p>
<p>On enseigne dans les <b>écoles primaires</b> ce qui est nécessaire à chaque individu pour se conduire lui-même et jouir de la plénitude de ses droits. Cette instruction suffira même à ceux qui profiteront des leçons destinées aux hommes pour les rendre capables des fonctions publiques les plus simples, auxquelles il est bon que tout citoyen puisse être appelé, comme celle de juré, d'officier municipal. Toute collection de maisons renfermant quatre cents habitants aura une école et un maître.</p>	
<p>Comme il ne serait pas juste que dans les départements où les habitations sont dispersées ou réunies par groupes plus petits, le peuple n'obtienne pas des avantages égaux, on placera une école primaire dans tous les arrondissements où se trouveront des villages éloignés de plus de mille toises, d'un endroit qui renferme quatre cents habitants. On enseignera dans ces écoles, à lire, à écrire, ce qui suppose nécessairement quelques notions grammaticales; on y joindra les règles de l'arithmétique, des méthodes simples de mesurer exactement un terrain, de toiser un édifice, une description élémentaire des productions du pays, des procédés de l'agriculture et des arts, le développement des premières idées morales et des règles de conduite qui en dérivent, enfin ceux des principes de l'ordre social qu'on peut mettre à la portée de l'enfance.</p> <p>[...]</p>	<p>Condorcet prévoyait dès l'école l'acquisition par les élèves des prémisses de la culture sociale, économique et professionnelle (CSEP) indispensable pour s'orienter tout au long de sa vie tant de sa vie de citoyen que celle d'acteur économique</p>
<p>Chaque dimanche l'instituteur ouvrira une conférence publique à laquelle assisteront les citoyens de tous les âges : nous avons vu dans cette institution un moyen de donner aux jeunes gens celles des connaissances nécessaires qui n'ont pu cependant faire partie de leur première éducation. On y développera les principes et les règles de la morale avec plus d'étendue, ainsi que cette partie des lois nationales dont l'ignorance empêcherait un citoyen de connaître ses droits et de les exercer.</p> <p>[...]</p>	<p>C'est « l'école ouverte », réalisée en de rares endroits</p> <p>Il est vrai que certains contenus des programmes d'instruction civique, de vie sociale et professionnelle (VSP), d'éducation civique, juridique et sociale (ECJS) sont parfois arides pour les élèves, et si utiles pour les adultes</p>
<p>[...] En continuant ainsi l'instruction pendant toute la durée de la vie, on empêchera les connaissances acquises dans les écoles de s'effacer trop promptement de la mémoire, on entretiendra dans les esprits une activité utile ; on instruira le peuple des lois nouvelles, des observations d'agriculture, des méthodes économiques qu'il lui importe de ne pas ignorer. On pourra lui montrer enfin l'art de s'instruire par soi-même, comme à chercher des mots dans un dictionnaire, à se servir de la table d'un livre à suivre sur une carte, sur un plan, sur un dessin, des narrations ou des descriptions, des notes ou des extraits. Ces moyens d'apprendre, que dans une éducation plus étendue on acquiert par la seule habitude, doivent être directement enseignés dans une instruction bornée à un temps plus court, et à un petit nombre de leçons.</p>	<p>Formation tout au long de la vie, et en continu</p> <p><i>S'instruire par soi-même, compétence absente du socle malgré la « Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18-12-2006 sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie</i></p> <p>[...]</p> <p><b>5. Apprendre à apprendre</b></p> <p>Définition :</p> <p>Apprendre à apprendre est l'aptitude à entreprendre et poursuivre un apprentissage, à organiser soi-même son apprentissage, y compris par une gestion efficace du temps et de l'information, à la fois de manière individuelle et en groupe. Cette compétence implique de connaître ses propres méthodes d'apprentissage et ses besoins, les offres disponibles, et d'être capable de surmonter des obstacles afin d'accomplir son apprentissage avec succès. Cette compétence suppose d'acquérir, de traiter et d'assimiler de nouvelles connaissances et aptitudes, et de chercher et utiliser des conseils. Apprendre à apprendre amène les apprenants à s'appuyer sur les expériences d'apprentissage et de vie antérieures pour utiliser et appliquer les nouvelles connaissances et aptitudes dans divers contextes: à la maison, au travail, dans le cadre de l'éducation et de la formation. La motivation et la confiance dans sa propre capacité sont des éléments fondamentaux. »</p>

<p>[...] D'un autre côté, dans la discipline intérieure des écoles, on prendra soin d'instruire les enfants à être bons et justes ; on leur fera pratiquer, les uns à l'égard des autres, les principes qu'on leur aura enseignés ; et par là, en même temps qu'on leur fera prendre l'habitude d'y conformer leur conduite, ils apprendront à les mieux entendre, à en sentir plus fortement l'utilité et la justice.</p>	<p>C'est le « vivre ensemble »</p>
<p>[...] Placez à côté des hommes les plus simples une instruction agréable et facile, surtout une instruction utile, et ils en profiteront. Ce sont les difficultés rebutantes de la plupart des études, c'est la vanité de celles à qui le préjugé avait fait donner la préférence, qui éloignaient les hommes de l'instruction.</p>	<p>« A quoi ça sert ? » voilà une question sur laquelle on pourrait outiller les enseignants, ...</p>
<p>[...] Si l'on reproche à ce plan de renfermer une instruction trop étendue, nous pourrions répondre qu'avec des livres élémentaires bien faits et destinés à être mis entre les mains des enfants, avec le soin de donner aux maîtres des ouvrages composés pour eux, où ils puissent s'instruire de la manière de développer les principes, de se proportionner à l'intelligence des élèves, de leur rendre le travail plus facile, on n'aura point à craindre que l'étendue de cet enseignement excède les bornes de la capacité ordinaire des enfants. Il existe, d'ailleurs, des moyens de simplifier les méthodes, de mettre les vérités à la portée des esprits les moins exercés ; et c'est d'après la connaissance de ces moyens, d'après l'expérience, qu'a été tracé le tableau des connaissances élémentaires qu'il était nécessaire de présenter à tous les hommes, qu'il leur était possible d'acquiescer.</p>	<p>...d'autant qu'à la lecture de certains manuels, on a l'impression que l'élève de 6<sup>ème</sup> entre directement à l'Université</p>
<p>On pourrait aussi nous reprocher d'avoir, au contraire, trop resserré les limites de l'instruction destinée à la généralité des citoyens ; mais la nécessité de se contenter d'un seul maître pour chaque établissement, celle de placer les écoles auprès des enfants, le petit nombre d'années que ceux des familles pauvres peuvent donner à l'étude, nous ont forcés de resserrer cette première instruction dans des bornes étroites ; et il sera facile de les reculer lorsque l'amélioration de l'état du peuple, la distribution plus égale des fortunes, suite nécessaire des bonnes lois, les progrès des méthodes d'enseignement, en auront amené le moment ; lorsque enfin la diminution de la dette, et celle des dépenses superflues, permettra de consacrer à des emplois vraiment utiles une plus forte portion des revenus publics.</p>	<p>Manque de crédits, déjà, mais aussi une invitation à une analyse critique des dépenses</p>
<p>Les <b>écoles secondaires</b> sont destinées aux enfants dont les familles peuvent se passer plus longtemps de leur travail et consacrer à leur éducation un plus grand nombre d'années ou même quelques avances. Chaque district, et, de plus, de plus chaque ville de quatre mille habitants aura une de ces écoles secondaires. Une combinaison analogue à celle dont nous avons parlé pour les écoles primaires assure qu'il n'y aura point d'inégalité dans la distribution de ces établissements. L'enseignement sera le même dans tous ; mais ils auront un, deux, trois instituteurs suivant le nombre d'élèves qu'on peut supposer devoir s'y rendre.</p>	<p>A replacer dans le contexte  Voir aussi plus loin</p>
<p>Quelques notions de mathématiques, d'histoire naturelle et de chimie nécessaires aux arts ; des développements plus étendus des principes de la morale et de la science sociale ; des leçons élémentaires de commerce y formeront le fond de l'instruction.</p>	<p>Des savoirs scientifiques et techniques, mais aussi la connaissance du fonctionnement de la société et de l'économie</p>
<p>Les instituteurs donneront des conférences hebdomadaires ouvertes à tous les citoyens. Chaque école aura une petite bibliothèque, un petit cabinet où l'on placera quelques instruments météorologiques, quelques modèles de machines ou de métiers, quelques objets d'histoire naturelle, et ce sera pour les hommes un nouveau moyen d'instruction. Sans doute, ses collections seront d'abord nulles ; mais elles s'accroîtront avec le temps, s'augmenteront par des dons, se compléteront par des échanges ; elles répandront le goût de l'observation et de l'étude et ce goût contribuera bientôt à leur progrès. [...]</p>	<p>Toujours l'école ouverte  Du matériel pour des sciences expérimentales véritablement expérimentales</p>
<p>Il y a plus : à mesure que les manufactures se perfectionnent, leurs opérations se divisent de plus en plus, ou tendent sans cesse à ne charger chaque individu que d'un travail purement mécanique et réduit à un petit nombre de mouvements simples ; travail qu'il exécute mieux et plus promptement, mais par l'effet de la seule habitude, et dans lequel son esprit cesse presque entièrement d'agir. Ainsi, le perfectionnement des arts deviendrait, pour une partie de l'espèce humaine, une cause de stupidité ; ferait naître dans chaque nation une classe d'hommes incapables de s'élever au-dessus des plus grossiers intérêts ; y introduirait, et une inégalité humiliante, et une semence de troubles dangereux, si une instruction plus étendue n'offrait aux individus de cette même classe une ressource contre l'effet infailible de la monotonie de leurs occupations journalières. L'avantage que les écoles secondaires semble donner aux villes n'est donc encore qu'un nouveau moyen de rendre l'égalité plus entière.</p>	<p>La formation continuée tout au long de la vie constituerait un rempart au drame que constitue la reconversion nécessaire que vivent ceux qui ont accompli pendant 25 ans une tâche répétitive dans un secteur devenu déclinant, drame souvent aiguë par l'illusion qu'a pu entretenir une survie temporaire sur <i>revenus publics</i>.  Faire survivre le passé ou faire vivre l'avenir ? Quand on n'a les moyens que de l'un des deux...</p>

<p>Les conférences hebdomadaires proposées pour ces deux premiers degrés ne doivent pas être regardées comme un faible moyen d'instruction. Quarante ou cinquante leçons par année peuvent renfermer une grande étendue de connaissances, dont les plus importantes répétées chaque année, d'autres tous les deux ans, finiront par être entièrement comprises, retenues, par ne pouvoir plus être oubliées. En même temps, une autre portion de cet enseignement se renouvellera continuellement, parce qu'elle aura pour objet, soit des procédés nouveaux d'agriculture ou d'arts mécaniques, des observations, des remarques nouvelles, soit l'exposition des lois générales, à mesure qu'elles seront promulguées, le développement des opérations du gouvernement d'un intérêt universel. Elle soutiendra la curiosité, augmentera l'intérêt de ces leçons, entretiendra l'esprit public et le goût de l'occupation.</p>	<p>Sur le fond, il s'agit plus ici de « devoir » que de « droit individuel à la formation ».</p> <p>Sur la forme, le contact direct avec le formateur et les autres auditeurs n'est pas anachronique, il est même recherché chez les stagiaires des formations à distance pour lesquels il constitue un moment de contact social.</p> <p>Il est vrai aussi que dans un contexte de pléthore de l'offre rendue possible par les moyens modernes de télécommunication, le désœuvrement ou l'isolement existent ; et <u>s'</u>occuper doit s'apprendre aussi.</p>	
<p>Qu'on ne craigne pas que la gravité de ces instructions en écarte le peuple. Pour l'homme occupé de travaux corporels, le repos seul est un plaisir, et une légère contention d'esprit un véritable délassement [...] L'homme des campagnes, l'artisan des villes, ne dédaignera point des connaissances dont il aura une fois connu les avantages par son expérience ou celle de ses voisins. Si la seule curiosité l'attire d'abord, bientôt l'intérêt le retiendra. [...]</p>	<p>Mais c'est souvent après coup qu'on a conscience de l'utilité de la formation, cf l'enquête du Céreq auprès de personnes ayant connu des difficultés d'insertion (Bref n°258) :</p> <p>« Pour ce qui est de l'utilité de la formation initiale dans le travail exercé six ans après la sortie du système scolaire, des différences apparaissent également. Les peu diplômés disent recourir quotidiennement aux acquis de la formation pour exercer leur métier. Les très diplômés jugent, pour leur part, que les savoirs généraux et théoriques acquis à l'école sont mobilisés dans leur travail actuel. Les moyennement diplômés, [...] manifestent une moindre capacité à utiliser les savoirs issus de la formation initiale pour exercer leur activité. [...] Cependant ils restent attachés, tout comme les très diplômés, aux savoirs généraux et théoriques de la formation initiale. Ils attribuent à ce type de savoirs une valeur intrinsèque, même lorsque ces derniers ne sont pas utilisés directement dans le travail. Ils en parlent comme d'une culture générale rémanente et à l'utilité diffuse, ou d'une culture technique source de reconnaissance professionnelle et de légitimité d'action. »</p>	
<p>Le troisième degré d'instruction embrasse les éléments de toutes les connaissances humaines. L'instruction, considérée comme partie de l'éducation générale, y est absolument complète. Elle renferme ce qui est nécessaire pour être en état de se préparer à remplir les fonctions publiques qui exigent le plus de lumières, ou de se livrer avec succès à des études plus approfondies : c'est là que se formeront les instituteurs des écoles secondaires, que se perfectionneront les maîtres des écoles primaires déjà formés dans celles du second degré. Le nombre des instituts a été porté à cent dix, et il en sera établi dans chaque département. On y enseignera non seulement ce qu'il est utile de savoir comme homme, comme citoyen, à quelque profession qu'on se destine ; mais aussi tout ce qui peut l'être pour chaque grande division de ces professions, comme l'agriculture, les arts mécaniques, l'art militaire ; et même on y a joint les connaissances médicales, nécessaires aux simples praticiens, aux sages-femmes, aux artistes vétérinaires.</p>		
<p>En jetant les yeux sur la liste des professeurs, on remarquera peut-être que les objets d'instruction n'y sont pas distribués suivant une division philosophique, que les sciences physiques et mathématiques y occupent une très grande place, tandis que les connaissances qui dominaient dans l'ancien enseignement y paraissent négligées. [...] Peut-être une classification philosophique des sciences n'eût été dans l'application qu'embarrassante, et presque impraticable. En effet, prendrait-on pour base les diverses facultés de l'esprit ? Mais l'étude de chaque science les met toutes en activité, et contribue à les développer, à les perfectionner. Nous les exerçons même toutes à la fois, presque dans chacune des opérations intellectuelles. Comment attribuez-vous telle partie des connaissances humaines à la mémoire, à l'imagination, à la raison, si lorsque vous demandez par exemple à un enfant de démontrer sur une planche une proposition de géométrie, il ne peut y parvenir sans employer à la fois sa mémoire, son imagination et sa raison ? [...] Plusieurs motifs ont déterminé l'espèce de préférence accordée aux sciences mathématiques et physiques.</p> <p>D'abord, pour les hommes qui ne se dévouent point à de longues méditations, qui n'approfondissent aucun genre de connaissances, l'étude même élémentaire de ces sciences est le moyen le plus sûr de développer leurs facultés intellectuelles, de leur apprendre à raisonner juste, à bien analyser leurs idées. On peut sans doute, en s'appliquant à la littérature, à la grammaire, à l'histoire, à la politique, à la philosophie en général, acquérir de la justesse, de la méthode, une logique saine et profonde, et cependant ignorer les sciences naturelles. De grands exemples l'ont prouvé ; mais les connaissances élémentaires dans ces mêmes genres n'ont pas cet avantage ; elles emploient la raison, mais elles ne la formeraient pas.</p> <p>[...]</p>	<p>Condorcet ne considère pas les disciplines pour elles-mêmes, mais pour leur valeur formatrice</p> <p>Emerge ici également le concept de compétence transversale</p>	
<p>Enfin, nous avons cédé à l'impulsion générale des esprits, qui en Europe semblent se porter vers ces sciences avec une ardeur toujours croissante. [...]</p>		<p>Déjà l'Europe</p>

<p>Dans la partie de l'ancien enseignement qui répond à ce troisième degré d'instruction, on se bornait à un petit nombre d'objets : nous devons les embrasser tous. On semblait n'avoir voulu faire que des théologiens ou des prédicateurs : nous aspirons à former des hommes éclairés. [...] Pendant six années, une étude progressive du latin faisait le fond de l'instruction ; et c'était sur ce fond qu'on répandait les principes généraux de la grammaire, quelques connaissances de géographie et d'histoire, quelques notions de l'art de parler et d'écrire. [...] Le considère-t-on comme la langue générale des savants, quoiqu'il perde tous les jours cet avantage ? Mais une connaissance élémentaire du latin suffit pour lire leurs livres ; mais il ne se trouve aucun ouvrage de science, de philosophie, de politique vraiment important, qui n'ait été traduit ; mais toutes les vérités que renferment ces livres existent, et mieux développées, et réunies à des vérités nouvelles, dans des livres écrits en langue vulgaire. La lecture des originaux n'est proprement utile qu'à ceux dont l'objet n'est pas l'étude de la science même, mais celle de son histoire. [...] Démosthène, à la tribune, parlait aux Athéniens assemblés ; le décret que son discours avait obtenu était rendu par la nation même, et les copies de l'ouvrage circulaient ensuite lentement parmi les orateurs ou leurs élèves. Ici nous prononçons un discours non devant le peuple, mais devant ses représentants ; et ce discours, répandu par l'impression, a bientôt autant de juges froids et sévères qu'il existe en France de citoyens occupés de la chose publique. Si une éloquence entraînée, passionnée, séductrice, peut égarer quelquefois les assemblées populaires, ceux qu'elle trompe n'ont à prononcer que sur leurs propres intérêts ; leurs fautes ne retombent que sur eux-mêmes. Mais des représentants du peuple, qui, séduits par un orateur, céderaient à une autre force qu'à celle de la raison, trahiraient leur devoir, puisqu'ils prononcent sur les intérêts d'autrui, et perdraient bientôt la confiance publique, sur laquelle seule toute constitution représentative est appuyée. Ainsi, cette même éloquence, nécessaire aux constitutions anciennes, serait, dans la nôtre, le germe d'une corruption destructrice. Il était alors permis, utile peut-être, d'émouvoir le peuple. Nous lui devons de ne chercher qu'à l'éclairer. Pesez toute l'influence que ce changement dans la forme des constitutions, toute celle que l'invention de l'imprimerie peuvent avoir sur les règles de l'art de parler, et prononcez ensuite si c'est aux premières années de la jeunesse que les orateurs anciens doivent être donnés pour modèles. Vous devez à la nation française une instruction au niveau de l'esprit du dix-huitième siècle, de cette philosophie qui, en éclairant la génération contemporaine, prépare et devance déjà la raison supérieure à laquelle les progrès nécessaires du genre humain appellent les générations futures.</p> <p>[...]</p>	
<p>Ce troisième degré d'instruction donne à ceux qui en profiteront une supériorité réelle que la distribution des fonctions de la société rend inévitable ; mais c'est un motif de plus pour vouloir que cette supériorité soit celle de la raison et des véritables lumières pour chercher à former des hommes instruits, et non des hommes habiles ; pour ne pas oublier enfin que les inconvénients de cette supériorité deviennent moindres à mesure qu'elle se partage entre un plus grand nombre d'individus ; [...]</p>	<p>Amorce de la généralisation de l'élévation du niveau d'instruction</p>
<p>L'enseignement sera partagé par cours, les uns liés entre eux, les autres séparés, quoique faits par le même professeur. La distribution en sera telle, qu'un élève pourra suivre à la fois quatre cours, ou n'en suivre qu'un seul ; embrasser, dans l'espace de cinq ans environ, la totalité de l'instruction, s'il a une grande facilité ; se borner à une seule partie dans le même espace de temps, s'il a des dispositions moins heureuses. On pourra même, pour chaque science, s'arrêter à tel ou tel terme, y consacrer plus ou moins de temps ; en sorte que ces diverses combinaisons se prêtent à toute les variations de talents, à toutes les positions personnelles. Les professeurs tiendront une fois par mois des conférences publiques. Comme elles sont destinées à des hommes déjà plus instruits, plus en état d'acquiescer des lumières par eux-mêmes, il est moins nécessaire de les multiplier. Elles auront pour objet principal les découvertes dans les sciences, les expériences, les observations nouvelles, les procédés utiles aux arts ; et, par <i>nouveau</i>, l'on entend ici ce qui, sans sortir des limites d'une instruction élémentaire, n'est pas encore placé au rang des connaissances communes, des procédés généralement adoptés. [...]</p>	<p>La pluridisciplinarité a été introduite par la loi Edgard Faure en 1968.</p> <p>L'addition d'Unités d'enseignement et crédits européens (ECTS) créées en 1988 a été officialisée en 2002 avec l'organisation des études supérieures en licence-master-doctorat (LMD).</p> <p>Les conférences mensuelles préfigurent les universités d'été (...des Universités, pas celles, plus médiatisées, des partis politiques)</p>
<p>Enfin, comme dans ce degré d'instruction il ne faut pas se borner à de simples explications, qu'il faut encore exercer les élèves, soit à des démonstrations, à des discussions, soit même à quelques compositions ; qu'il est nécessaire de s'assurer s'ils entendent, s'ils retiennent ; si leurs facultés intellectuelles acquièrent de l'activité et de la force ; on pourra réserver dans chaque salle une place destinée à ceux qui, sans être élèves, sans être, par conséquent, assujettis aux questions qu'on leur fait, aux travaux qu'on leur impose, voudraient suivre un cours d'instruction, ou assister à quelques leçons. Cette espèce de publicité, réglée de manière qu'elle ne puisse troubler l'ordre de l'enseignement, aurait trois avantages : le premier, de procurer des moyens de s'éclairer, à ceux des citoyens qui n'ont pu recevoir une instruction complète, ou qui n'en ont pas assez profité ; de leur offrir la faculté d'acquiescer à tous les âges les connaissances qui peuvent leur devenir utiles, de faire en sorte que le bien immédiat qui peut résulter du progrès des sciences ne soit pas exclusivement réservé aux savants et à la jeunesse : le second, que les parents pourront être témoins des leçons données à leurs enfants : le troisième, enfin, que les jeunes gens mis en quelque sorte sous les yeux du public, en auront plus d'émulation, et prendront de bonne heure l'habitude de parler avec assurance, avec facilité, avec décence, habitude qu'un petit nombre d'exercices solennels ne pourrait leur faire contracter. [...]</p> <p>[...]</p>	<p>Et si l'on préfère l'écran aux strapontins des amphithéâtres, ça donne les MOOC (Massive Open Online Courses, soit : cours en ligne ouverts à tous), en français : FUN, <a href="https://www.france-universite-numerique-mooc.fr/">https://www.france-universite-numerique-mooc.fr/</a></p> <p>La présence en direct s'est développée dans les lycées (actuels) avec le lancement en 1983 de l'éducation récurrente (possibilité pour un adulte de retrouver le statut scolaire) pour retomber en raison de la rigidité des financements de la formation continue ; aujourd'hui, la diminution des capacités d'accueil limite les places vacantes, les récurrents sont le plus souvent des jeunes décrocheurs prodiges.</p> <p>Quant aux parents...</p>



<p>Dans les ports de mer, des professeurs particuliers d'hydrographie, de pilotage, pourront enseigner l'art nautique à des élèves que les leçons de mathématiques, d'astronomie, de physique, qui font partie de l'enseignement général, auront déjà préparés. Ailleurs, à l'aide de ces mêmes leçons, un petit nombre de maîtres suffira pour former d'autres élèves à la pratique de l'art des constructions ; [...]</p>	<p>L'alternance entre tronc commun d'enseignement avec spécialisations et pléthore de filières spécifiques a émaillé l'histoire tant des enseignements technologiques et professionnels dans le secondaire, que de l'enseignement supérieur</p>	
<p>Les principes de la morale enseignés dans les écoles et dans les instituts, seront ceux qui, fondés sur nos sentiments naturels et sur la raison, appartiennent également à tous les hommes. La Constitution, en reconnaissant le droit qu'a chaque individu de choisir son culte, en établissant une entière égalité entre tous les habitants de la France, ne permet point d'admettre, dans l'instruction publique, un enseignement qui, en repoussant les enfants d'une partie des citoyens, détruirait l'égalité des avantages sociaux, et donnerait à des dogmes particuliers un avantage contraire à la liberté des opinions. Il était donc rigoureusement nécessaire de séparer de la morale les principes de toute religion particulière, et de n'admettre dans l'instruction publique l'enseignement d'aucun culte religieux. Chacun d'eux doit être enseigné dans les temples par ses propres ministres. Les parents, quelle que soit leur opinion sur la nécessité de telle ou telle religion, pourront alors sans répugnance envoyer leurs enfants dans les établissements nationaux ; et la puissance publique n'aura point usurpé sur les droits de la conscience, sous prétexte de l'éclairer et de la conduire. [...]</p>	<p>Les lois Jules Ferry de 1881-1882 ont instauré l'enseignement primaire public, et gratuit, obligatoire, laïque</p>	
<p>Nous avons donné le nom de <b>lycée</b> au <b>quatrième degré d'instruction</b> ; [...] C'est là aussi que doivent se former les professeurs. [...]</p> <p>Nous proposons d'établir en France neuf lycées. [...] On sera sûr de conserver dans les départements un plus grand nombre d'hommes éclairés, qui, forcés d'aller achever leur instruction à Paris, auraient été tentés de s'y établir, et d'après la forme de la Constitution cette considération est très importante.</p> <p>[...] Comment pourrait-on prétendre qu'on n'a rien négligé pour préparer à la Nation des hommes capables des fonctions les plus importantes, si une seule ville leur présentait les moyens de s'instruire ? [...]</p> <p>[...] On a fixé le nombre des lycées à neuf parce qu'en comparant ce nombre à celui des grandes universités d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne, il a paru répondre à ce qu'exigeait la population de la France. En effet, sans que le nombre des élèves puisse nuire à l'enseignement, un homme sur 1 600 pourra suivre un cours d'études dans les lycées ; et cette proportion est suffisante pour une instruction nécessaire seulement à un petit nombre de professions où l'on n'enseigne que la partie des sciences qui l'élève au-dessus des éléments. [...]</p>	<p>Il s'agit de l'enseignement supérieur</p> <p>La lente ascension vers les 50 % de diplômés du supérieur commence...</p>	
<p>Quelques-uns de ces lycées seront placés de manière à y attirer les jeunes étrangers. L'avantage commercial qui en résulte, est peu important pour une grande Nation : mais celui de répandre sur un plus grand espace les principes de l'égalité et de la liberté, mais cette réputation que donne à un peuple l'affluence des étrangers qui viennent y chercher des lumières, mais les amis que ce peuple s'assure parmi ces jeunes gens élevés dans son sein, mais l'avantage immense de rendre sa langue plus universelle, mais la fraternité qui peut en résulter entre les nations, toutes ces vues d'une utilité plus noble ne doivent pas être négligées.</p>	<p>Si l'accueil est satisfaisant pour les études, l'actualité a montré quelques difficultés pour les jeunes étrangers à valider leur apprentissage par une première expérience professionnelle dans des entreprises françaises</p>	
<p>[...] on doit éviter toute disproportion trop grande entre leurs distances respectives. Les villes qui renferment déjà de grands établissements consacrés, soit à l'instruction, soit au progrès des sciences, ont droit à une préférence fondée sur des vues d'économie, et sur l'intérêt même de l'enseignement. Enfin, nous avons pensé que des villes moins considérables, où l'attention générale des citoyens pourrait se porter sur ces institutions, où l'esprit des sciences ne serait pas étouffé par de grands intérêts, où l'opinion publique n'aurait pas assez de force pour exercer sur l'enseignement une influence dangereuse, et l'asservir à des vues locales, présenteraient plus d'avantages que les grandes villes de commerce, d'où une plus grande cherté des choses nécessaires à la vie éloignerait les enfants des familles pauvres, tandis que les parents pourraient encore y craindre des séductions plus puissantes, des occasions plus multipliées de dissipation et de dépense. [...]</p>	<p>Ce souci de maillage a prévalu jusqu'à ces derniers temps, où la frénésie de démenagement du territoire semble s'accélérer, notamment en ce qui concerne les services d'orientation</p> <p>Avantager des villes moins considérables, éviter l'asservissement à des vues locales, c'est la définition d'une décentralisation bien comprise qui semble freinée par la crainte d'une régionalisation toujours aux aguets</p>	
<p>C'est dans les lycées que des jeunes gens dont la raison est déjà formée, s'instruiront par l'étude de l'Antiquité, et s'instruiront sans danger, parce que, déjà capables de calculer les effets de la différence des mœurs, des gouvernements, des langages, du progrès des opinions ou des idées, ils pourront à la fois, sentir et juger les beautés de leurs modèles. L'instruction dans les lycées sera commune aux jeunes gens qui complètent leur éducation, et aux hommes. [...]</p>	<p>Pour cela, dès l'école et le collège, donner une réalité à ces capacités et attitudes des piliers 6 et 7 de l'actuel socle commun :</p> <p>« savoir construire son opinion personnelle et pouvoir la remettre en question, la nuancer (par la prise de conscience de la part d'affectivité, de l'influence de préjugés, de stéréotypes). »</p> <p>« [avoir] conscience de l'influence des autres sur ses valeurs et ses choix »</p>	

<p>Dans ces quatre degrés d'instruction, l'enseignement sera totalement gratuit. [...]</p> <p>Quant aux autres degrés, il importe à la prospérité publique de donner aux enfants des classes les plus pauvres, qui sont les plus nombreuses, la possibilité de développer leurs talents : c'est un moyen non seulement d'assurer à la patrie plus de citoyens en état de servir, aux sciences plus d'hommes capables de contribuer à leurs progrès, mais encore de diminuer cette inégalité qui naît de la différence des fortunes de mêler entre elles les classes que cette différence tend à séparer. [...]</p> <p>[...]</p> <p>[...] Après avoir affranchi l'instruction de toute espèce d'autorité, gardons-nous de l'assujettir à l'opinion commune : elle doit la devancer, la corriger, la former, et non la suivre et lui obéir.</p> <p>Au-delà des écoles primaires, l'instruction cesse d'être rigoureusement universelle. Mais nous avons cru que nous remplirions le double objet, et d'assurer à la patrie tous les talents qui peuvent la servir, et de ne priver aucun individu de l'avantage de développer ceux qu'il a reçus, si les enfants qui en avaient annoncé le plus dans un degré d'instruction, étaient appelés à en parcourir le degré supérieur, et entretenus aux dépens du trésor national, sous le nom d'élèves de la patrie.</p> <p>[...]</p> <p>[...]</p>	<p>La généralisation de l'instruction a développé la mixité sociale en laissant, ici ou là, des zones où elle est absente, et en permettant, ici ou là, son évitement.</p> <p>On dirait aujourd'hui : ne pas se laisser gouverner par les sondages</p> <p>On dirait aujourd'hui : des élèves boursiers</p>
<p>Dans les écoles primaires et secondaires, les livres élémentaires seront le résultat d'un concours ouvert à tous les citoyens, à tous les hommes qui seront jaloux de l'instruction publique ; mais on désignera les auteurs des livres élémentaires pour les instituts. On ne prescrira rien aux professeurs du lycée, sinon d'enseigner la science dont les cours qu'ils sont chargés de donner porteront le nom. L'étendue des livres élémentaires destinés aux instituts, le désir de voir des hommes célèbres consentir à s'en charger, le peu d'espérance qu'ils le voulaient, s'ils n'étaient pas sûrs que leur travail fût adopté, la difficulté de juger, tous ces motifs nous ont déterminés à ne pas étendre à ces éléments la méthode d'un concours.</p> <p>[...]</p>	<p>La loi de refondation a elle aussi « affranchi l'instruction de toute espèce d'autorité » en confiant la rédaction de ses contenus à une « autorité indépendante », le Conseil supérieur des programmes dont le président vient de solliciter un an de plus pour rédiger les programmes.</p> <p>Jusqu'à présent, les programmes étaient publiés officiellement en juillet, les manuels imprimés à la hâte en août d'après les manuscrits d'enseignants rédacteurs, et achetés par les écoles et collèges en septembre sur la base d'un choix sur spécimens en juin ; si les enseignants disposent du meilleur de l'ensemble, les élèves ont droit au moins mauvais qui a été choisi, et ceci pour 4 à 5 ans durée moyenne de vie des ouvrages brochés.</p> <p>Le fait de se hâter lentement devrait aboutir à moins d'approximations et d'erreurs.</p>
<p>Dans les trois premiers degrés d'instruction, on n'enseigne que des éléments plus ou moins étendus : il est pour chaque science, pour chacune de ses divisions, une limite qu'il ne faut point passer. [...]</p>	<p>Les progrès des techniques et des connaissances, et l'influence des défenseurs de chacune de ces techniques et connaissances ont abouti à des programmes inflationnistes ; aujourd'hui, ce que l'élève <u>doit</u> savoir dépasse ce qu'il <u>peut</u> apprendre ; par effet de balancier, il y a eu des allègements, mais ce qui reste ne satisfait personne.</p> <p><i>Voir ci-après quelques principes pour s'en sortir</i></p>
<p>Enfin, le <b>dernier degré d'instruction est une société nationale des sciences et des arts</b>, instituée pour surveiller et diriger les établissements d'instruction, pour s'occuper du perfectionnement des sciences et des arts, pour recueillir, encourager, appliquer et répandre les découvertes utiles. [...]</p> <p>Nous proposons de diviser cette société en quatre classes, qui tiendront séparément leurs séances. Une société unique trop nombreuse eût été sans activité : ou bien réduite à un trop petit nombre de membres pour chaque science, elle n'eût plus excité d'émulation ; et les mauvais choix, qu'il est impossible d'éviter toujours, y auraient été trop dangereux. D'ailleurs, elle aurait été formée de trop de parties hétérogènes ; les savants qui l'auraient composée, y auraient parlé trop de diverses langues, et la plupart des lectures, ou des discussions, y auraient été indifférentes à un trop grand nombre des auditeurs. D'un autre côté, nous avons voulu éviter la multiplicité des divisions : une société, occupée d'une seule science, est trop facilement entraînée à contracter un esprit particulier, à devenir une espèce de corporation. Enfin, il importe au progrès des sciences de rapprocher, et non de diviser celles qui se tiennent par quelques points. Tandis que chacune fait des progrès, s'enrichit des découvertes qui lui sont propres, ces points de contact se multiplient, ces applications d'une science à une autre offrent une moisson féconde en découvertes utiles ; et tel doit être l'effet de l'accroissement des lumières, que bientôt aucune science ne sera plus isolée, qu'aucune ne sera totalement étrangère à aucune autre.</p>	<p>L'interpénétration des connaissances est une réalité, mais les disciplines étant sectaires, il appartient à l'élève lui-même de faire les liens, ou de se perdre</p> <p>Enseigner la façon dont les connaissances sont « tissées ensemble », c'est ce que défend Edgar MORIN : <a href="http://www.dailymotion.com/video/x8rqu0_edgar-morin-penser-la-complexite_news">http://www.dailymotion.com/video/x8rqu0_edgar-morin-penser-la-complexite_news</a></p> <p><i>Ci-dessous, les arguments de Condorcet</i></p>

<p>[...] La première classe comprend toutes les sciences mathématiques. Depuis un siècle aucune société savante n'a imaginé de les séparer. Passant, par d'insensibles degrés, de celles qui n'emploient que le calcul, à celles qui ne se fondent que sur l'observation, presque toutes, aujourd'hui, peuvent employer ces deux moyens de reculer les bornes des connaissances humaines ; et il est utile que ceux qui savent le mieux employer l'un ou l'autre de ces instruments de découvertes, s'entraident, s'éclairent mutuellement; que le chimiste, que le physicien empêchent le botaniste de se borner à la simple nomenclature des noms, à la description trop nue des objets, ou rappellent à des travaux plus utiles le géomètre qui emploierait ses forces à des questions sur les nombres, à des subtilités métaphysiques.</p> <p>La seconde classe renferme les sciences morales et politiques. [...]</p> <p>La troisième comprend l'application des sciences mathématiques et physiques aux arts. Ici nous sommes écartés davantage des idées communes. [...] qu'un médecin, par exemple, qui s'occuperait des hôpitaux, de la manière de placer ou de remuer les malades dans certaines maladies, pour de grandes opérations, pour des pansements difficiles, trouverait de l'avantage dans sa réunion avec des mécaniciens et des constructeurs ; [...] qu'il ne fallait pas séparer la médecine de l'art vétérinaire de l'agriculture, ni l'agriculture de l'art des constructions, de celui de la conduite des eaux, et qu'on ne pouvait rompre cette chaîne sans briser une liaison utile. [...]</p> <p>[...] D'ailleurs, je demanderai combien, par exemple, on trouvera d'hommes qui, n'étant ni assez grands géomètres, ni assez habiles mécaniciens, pour être placés comme tels dans une société savante, peuvent cependant accélérer les progrès de la science navale ; [...]</p> <p>La quatrième classe renferme la grammaire, les lettres, les arts d'agrément, l'érudition. [...]</p> <p>[...] laisser à l'esprit toute son activité, et rétablir l'égalité en répandant les lumières. Tel est le principe fondamental de notre travail ; et ce n'est pas dans le dix-huitième siècle que nous avons à craindre le reproche d'avoir mieux aimé tout élever et tout affranchir, que de tout niveler par l'abaissement et la contrainte. Cet enseignement des arts s'élevant par degrés depuis les écoles primaires jusqu'aux lycées, portera dans toutes les divisions de la société la connaissance des principes qui doivent y diriger la pratique de ces arts, répandra partout et avec promptitude les découvertes et les méthodes nouvelles, et ne répandra que celles dont la bonté sera prouvée par l'expérience [...]</p> <p>[...] Chaque classe est divisée en sections ; chaque section a un nombre déterminé de membres, moitié résidant à Paris, moitié répandus dans les départements.</p> <p>Cette division en sections est nécessaire, [...] En effet, chaque science a ses moments de vogue et ses moments d'abandon. Une pente naturelle porte les esprits vers celle où de nouveaux moyens ouvrent un champ vaste à des découvertes utiles ou brillantes ; tandis que, dans une autre, le talent a presque épuisé les méthodes connues, et attend que le génie lui en montre de nouvelles. Ainsi, ces divisions seront utiles jusqu'au moment où les sciences, s'étendant au delà de leurs limites actuelles, se rapprocheront, se pénétreront en quelque sorte, et n'en feront plus qu'une seule. [...]</p> <p>[...]</p>	<p>Le lien avec les divers niveaux d'enseignement pourrait être partagé avec les universités, comme le suggère le rapport <b>LE DÉAUT</b></p> <p>« <b>Supérieur, secondaire : deux mondes qui s'ignorent</b></p> <p>[...] Des enseignants-chercheurs pourraient aussi être incités à faire des conférences à propos de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les lycées et à servir de pont entre les équipes pédagogiques des deux mondes. »</p> <p>Un état des lieux et des préconisations sur les modes de vulgarisation des connaissances font l'objet d'un récent</p> <p><b>RAPPORT au nom de L'OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES</b>  <b>Sur FAIRE CONNAÎTRE ET PARTAGER LES CULTURES SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE : UN IMPÉRATIF</b></p> <p>Que sont les sociétés savantes aujourd'hui ?  Voyez notre rubrique culturelle</p>
<p>[...]</p> <p>[...] Nous avons pensé qu'il fallait que l'Assemblée nationale eût déterminé ce qu'elle voulait faire, avant de nous occuper des moyens de remplir ses vues. [...]</p> <p>[...]</p>	<p>« L'orientation des élèves est une mission essentielle de l'École. »</p> <p>pouvait-on lire dans le rapport de la concertation.</p> <p>Il est temps de prendre le temps de définir cette mission, de déterminer comment outiller les élèves et les adultes pour leur donner la capacité à s'orienter, de fixer les rôles de chacun (enseignants, personnels d'orientation, partenaires) et de les institutionnaliser dans un statut, d'arrêter de détruire, sinon quand il y aura des vues, il n'y aura plus les moyens de les remplir.</p>

Maintenant, nous nous trouvons devant l'alternative suivante, selon le sens de notre regard :



- imaginer ce que serait l'école si, partant de presque zéro et en fonction de l'évolution de la société, toutes les préconisations de Condorcet avaient pris corps, au long des deux derniers siècles ;

- imaginer ce qui de la loi de refondation sera rendu opérationnel au cours des 200 prochaines années...

Cela n'intéressera sans doute personne, mais il se trouve que l'auteur de ce commentaire de texte a été élève d'un des 15 Lycées Condorcet

## Les sociétés savantes

Quelles sont leurs missions, leurs sections, leurs activités, leurs ressources, leurs publications, leurs membres ? En connaissez-vous ? Il en est au moins un qui nous a côtoyés ces trois dernières années...

Nous vous inviterons simplement à les découvrir en explorant leurs sites :

- [l'Académie française](#), la plus ancienne, fondée en 1635
- [l'Académie des inscriptions et belles-lettres](#)
- [l'Académie des sciences](#)
- [l'Académie des beaux-arts](#)
- [l'Académie des sciences morales et politiques](#)

[L'Institut de France](#) constitue le regroupement de ces cinq académies.

C'est dans ses murs que le ministre de l'éducation nationale a installé le Conseil supérieur des programmes (CSP), le jeudi 10 octobre 2013.

Il existe d'autres sociétés, [l'Académie d'agriculture de France](#) ou [l'Académie nationale de médecine](#) ; si vous êtes insomniaque ou hypocondriaque, vous consulterez avec bonheur les 48 525 entrées de son dictionnaire médical en ligne.

La plus jeune est [l'académie des technologies](#) créée en 2000.



## Prochainement dans les boîtes-mail

### Le courrier aux adhérents de début février 2014

Au sommaire, le compte rendu de la journée d'étude du 6 décembre dernier.

### Le courrier aux adhérents de mi-février 2014

Au sommaire, organisation des élections (celles du renouvellement du CA de l'ANDCIO).

**[www.andcio.org](http://www.andcio.org)**

Le site fait l'objet d'un toilettage en continu, et d'une restructuration en continu des rubriques existantes, sans « arrêt pour travaux ».

Nous vous recommandons de vous abonner à un flux RSS pour suivre l'actualité du site.





## Association Nationale des Directeurs de Centre d'Information et d'Orientation

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://www.andcio.org>

### BULLETIN D'ADHESION 2013 – 2014

*(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO et anciens DCIO)*

*Important ! Nous avons réduit le nombre de rubriques, mais nous vous prions de bien vouloir les renseigner toutes, même en cas de ré-adhésion.*

#### ACADEMIE :

NOM : M. Mme <sup>(1)</sup>

Prénom :

Lieu(x) d'exercice, VILLE(S) *(si vous exercez sur plusieurs CIO ou sites, indiquez-les tous) :*

Commune de résidence *(pour les retraités et autres membres) :*

<sup>(1)</sup> *Rayer les mentions inutiles*

Mél personnel *(privé ou professionnel en [p.n@ac-\\*\\*\\*.fr](mailto:p.n@ac-***.fr), il est indispensable pour l'envoi de votre carte, du Courrier des adhérents et de votre mot de passe pour accéder à l'espace adhérents de notre site) :*

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**Signature,**

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2013-2014 est de **45 € pour les DCIO en activité** et de **20 € pour les retraités et autres membres**.

**Les DCIO en activité peuvent régler leur cotisation en deux fois.**

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

*Si vous avez participé à la journée d'étude du 6 décembre 2013, il ne vous reste que 25 € à verser si vous adhérez avant le 30 juin 2014.*

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement à la trésorière (adresse ci-dessous), ou au correspondant académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra par courrier électronique (*écrivez lisiblement votre adresse dans la rubrique ci-dessus*).

N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2013 au 30.09.2014.

---

Trésorière : Dominique BOUTEILLE – CIO passerelle du Pertuis 91940 LES ULIS  
Tél. 01 69 28 59 81 – Courriel : [domibouteille@wanadoo.fr](mailto:domibouteille@wanadoo.fr)